

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt : "Behalve overmacht staat de netbeheerder in voor het integrale herstel van alle schade die door zijn schuld of bij gebrek aan voorzorg zijntwege veroorzaakt wordt aan de installaties van de afnemer wegens storing van de frequentie - voorzover ze instaan voor het beheer van de frequentie - van het spanningniveau of wegens ongewoon verlengde afsluiting t.a.v. het technisch reglement en de overeenkomsten. De CWaPE kan verzocht worden om een gemotiveerd advies in geval van abnormaal lange afsluiting. De CWaPE brengt haar gemotiveerd advies uit nadat ze de betrokken partijen heeft gehoord.

Art 44. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "behalve compensatie van de netverliezen" ingevoegd tussen "eigen verbruik" en "of";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd : "Als de overtollige productie de in het eerste lid bedoelde verbruikscapaciteiten overschrijdt, verwittigt de netbeheerder de leveranciers zodat zij de overtollige productie proportioneel kunnen opkopen naar rato van de elektriciteitshoeveelheden geleverd door de leveranciers op het grondgebied van de netbeheerder waar de installaties van de betrokken producent(en) van "groene" elektriciteit gevestigd zijn. »

Art. 45. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in 1° worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd vóór de woorden "verdeeld per standaardafnemer";

2° in 2° worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd vóór de woorden "verdeeld per standaardafnemer";

3° in 5° worden in fine de woorden "in het Waalse Gewest" toegevoegd;

4° in 6° wordt het woord "localisatie" ingevoegd tussen de woorden "oorzaak" en "en duur" en worden in fine de woorden "per spanningniveau" toegevoegd.

Art. 46. In artikel 33, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "type" geschrapt.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 47. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van hoofdstuk III, afdeling 3, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Minister bepaald wordt.

Art. 48. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 925

[2004/200692]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des moyens supplémentaires ont été prévus au budget 2004 de la Région wallonne afin de rencontrer les demandes d'accompagnement de plus en plus nombreuses émanant des personnes justifiant d'une perte d'autonomie physique, mentale ou sociale, ne leur permettant pas de résoudre les problèmes de vie quotidienne à domicile; que pour le bien être de ces personnes, il est impératif, d'une part, que les moyens supplémentaires soient le plus rapidement possible octroyés aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées et, d'autre part, que, dans le souci d'assurer une répartition équitable des subventions permettant aux habitants des zones d'activité les moins desservies de voir leurs besoins rencontrés, une programmation soit établie sur le territoire de langue française de la Région wallonne ; que pour améliorer l'offre des services, il convient également que dans les meilleurs délais, les assistants sociaux encadrant le travail des aides familiales et des gardes à domicile soient plus nombreux pour assurer cette mission et que la reconnaissance du métier de garde à domicile soit établie;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° services : les services d'aide aux familles et aux personnes âgées exerçant une ou plusieurs des activités suivantes :

a) une aide à la vie quotidienne. Celle-ci a pour but de réaliser avec le bénéficiaire des actes de vie quotidienne, tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant approbation du statut de l'aide familiale, en vue de lui permettre de continuer à participer à la vie sociale;

b) une garde à domicile. Celle-ci a pour but d'optimiser le bien-être mental, physique et social du bénéficiaire qui, pour des raisons de santé, a besoin d'une assistance renforcée à son domicile;

2° zone d'activité : la zone géographique, telle que déterminée à l'annexe I, sur laquelle se déploie l'activité des services;

3° Ministre : le Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions;

4° administration : les services compétents de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé. »

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté :

1° au point 1°, les mots "des aides familiales ou des aides seniors" sont remplacés par les mots "des aides familiales, des aides seniors ou des gardes à domicile";

2° au point 2°, les mots "ou trois gardes à domicile" sont ajoutés entre les mots "aides seniors" et le mot "qui";

3° au point 4° :

a) les mots "7,5 aides" sont remplacés par les mots "6,5 aides ou gardes à domicile";

b) les mots "les aides sont celles visées au 2° du présent article" par les mots "les aides et les gardes à domicile sont ceux visés au 2° du présent article";

c) les mots "des aides familiales ou des aides seniors" sont remplacés par les mots "des aides familiales, des aides seniors ou des gardes à domicile";

d) les mots "10 aides et moins" sont remplacés par les mots "10 aides ou gardes à domicile et moins";

4° au point 5°, les mots "des aides familiales et des aides seniors" sont remplacés par les mots "des aides familiales, des aides seniors et des gardes à domicile".

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5 bis rédigé comme suit :

« Art. 5bis. § 1^{er}. Le garde à domicile a pour mission d'accompagner le bénéficiaire qui a besoin de la présence continue d'une personne et qui, pour des raisons de santé, doit rester à son domicile sans pouvoir se déplacer.

La garde à domicile vise principalement à assurer, le jour ou la nuit et en complémentarité avec l'entourage du bénéficiaire, une présence active et à optimiser le bien-être mental, physique et social du bénéficiaire.

A cette fin, le garde à domicile intervient notamment pour :

1° maintenir le bénéficiaire dans des conditions optimales de sécurité et d'hygiène;

2° veiller à une prise correcte de la médication conformément aux prescriptions médicales;

3° assurer un réconfort moral au bénéficiaire et à la famille au travers d'échanges relationnels de qualité;

4° aider le bénéficiaire à utiliser le temps de manière qualitative;

5° préparer et donner les repas des bénéficiaires;

6° s'intégrer dans un travail interdisciplinaire et s'en référer au responsable du service ou au responsable de l'encadrement visé à l'article 4, 4°, pour tous les actes qui dépassent sa compétence.

§ 2. Le garde à domicile doit, pour exercer cette fonction, être porteur d'un diplôme ou d'un certificat lui permettant d'exercer la fonction d'aide familial et justifier d'une formation complémentaire dont le contenu minimal est déterminé par le Ministre. Le garde à domicile doit également disposer d'un certificat de bonne vie et mœurs exempt de condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles incompatibles avec la fonction.

A titre temporaire, les gardes à domicile disposent d'un délai d'un an à compter de leur engagement pour obtenir le certificat attestant la réussite de la formation complémentaire.

A titre temporaire, les porteurs d'une formation qualifiante de garde à domicile subsidiée par le Fonds social européen ou dans le cadre du projet Now ou les gardes à domicile engagés au 1^{er} janvier 2004 doivent :

1° être inscrit comme élève régulier et suivre régulièrement une formation d'auxiliaire polyvalente organisée par un établissement de l'enseignement de promotion sociale;

2° réussir endéans les deux ans de leur engagement la première année de formation d'auxiliaire polyvalente;

3° réussir endéans les quatre ans de leur engagement la totalité de la formation d'auxiliaire polyvalente.

Si l'une de ces conditions n'est plus remplie, le garde à domicile ne pourra plus exercer la fonction de garde à domicile, quel que soit l'employeur, à moins de posséder une des qualifications requises pour l'accès à la fonction. »

Art. 5. Dans l'article 7, 5° alinéa, du même arrêté, les mots "et 4^o" sont supprimés.

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 3bis rédigé comme suit :

« Chapitre 3bis. De la programmation de l'aide à la vie quotidienne

Art. 7bis § 1^{er}. Une programmation du nombre maximum d'heures d'aide à la vie quotidienne subventionnées est déterminée par zone d'activités.

§ 2. Pour les années 2004 et 2005, la programmation est établie, selon les règles définies à l'annexe II, sur base des critères suivants :

1° la population divisée par tranches d'âge selon les catégories suivantes :

a) personnes ayant moins de 25 ans;

b) personnes ayant de 25 à 75 ans;

c) personnes ayant plus de 75 ans;

2° les caractéristiques socio-économiques suivantes de la population :

a) le revenu moyen par déclarant;

b) le taux de chômage;

3° la densité de la population;

4° l'offre de lits de maison de repos, de maison de repos et de soins et de résidence-services.

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2006, la programmation sera déterminée selon des critères et selon une pondération décidés par le Gouvernement après évaluation de la programmation visée au § 2.

§ 4. Pour les années 2004 et 2005, les heures subventionnées visées au § 1^{er} sont les heures de contingents subventionnées en application de l'article 10 du présent arrêté.

A partir du 1^{er} janvier 2006, les heures subventionnées visées au § 1^{er} sont les heures de contingents subventionnées dans le cadre du présent arrêté ainsi que les heures prestées par les aides familiaux engagés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

§ 5. Une zone d'activité est déficitaire quand elle a bénéficié en 2002 d'un nombre d'heures subventionnées, telles que définies à l'article 7bis, § 4, inférieur au nombre d'heures établi par la programmation. »

Art. 7. Dans l'article 8 du même arrêté :

1° le point 4° est remplacé par les mots suivants : "satisfaisante, en ce qui concerne les prestations d'aide à la vie quotidienne, à la condition fixée à l'article 4, 2^o";

2° au 2° alinéa, les mots "aux limitations prévues à l'article 8, 3° et 4°" sont remplacés par les mots "à la limitation prévue au 3°";

3° il est ajouté, in fine, un alinéa rédigé comme suit :

"Sur base de l'article 10, ne peuvent être subventionnées par semestre et par bénéficiaire que 600 heures au maximum.";

4° au point 3°, les mots "des prestations" sont remplacés par les mots "des prestations d'aide à la vie quotidienne".

Art. 8. Dans le même arrêté, l'article 9 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1^{er}. Les subventions sont octroyées dans les limites des crédits disponibles.

§ 2. Pour l'octroi des subventions visées à l'article 10, le Ministre attribue par service, sans préjudice du § 3, un nombre maximum annuel d'heures subventionnées d'activités d'aide à la vie quotidienne, dénommé "contingent de service".

Nonobstant l'article 7bis, le service bénéficie, en 2004 ainsi qu'en 2005 sous réserve de l'application du § 8, d'un contingent de service égal au contingent de service qui lui a été accordé pour 2002.

Le contingent de service est réparti en fonction des zones d'activité que le service dessert.

La partie du contingent de service affectée à une zone d'activité est dénommée "contingent territorial".

Pour déterminer les contingents territoriaux attribués au service en 2004, le contingent de service attribué en 2002 est réparti proportionnellement à l'activité réellement exercée dans les zones dans lesquelles ledit service a exercé une activité en 2001 et 2002.

§ 3. A dater du 1^{er} janvier 2004, les heures supplémentaires disponibles par rapport au nombre d'heures octroyées en 2002 sont exclusivement affectées aux zones d'activité déficitaires selon la programmation visée à l'article 7bis.

Chaque zone d'activité déficitaire reçoit un volume d'heures de contingent supplémentaire proportionnel au nombre d'heures manquantes selon la programmation.

Le service qui exerce une activité dans une zone d'activité déficitaire se voit accorder un supplément d'heures de contingent territorial.

Le supplément d'heures de contingent territorial accordé à un service pour une année déterminée est le résultat de la formule $(a : b \times c \times 0,8) + (a : d \times e \times 0,2)$, définis comme suit :

- a = le nombre d'heures de contingents territoriaux supplémentaires accordés par le Ministre à la zone d'activité;
- b = le nombre d'heures de contingents territoriaux attribués l'année civile précédente à tous les services qui exercent une activité dans la zone d'activité concernée;
- c = le nombre d'heures du contingent territorial attribué l'année civile précédente au service concerné;
- d = la somme des totaux de la population des communes dans lesquelles les services prestent des heures;
- e = le total de la population des communes dans lesquelles le service preste des heures.

Un service peut renoncer à recevoir un supplément d'heures de contingent territorial. Dans ce cas, le contingent territorial du service est soustrait du facteur b ci-dessus.

Pour 2004, les contingents territoriaux supplémentaires ne sont attribués qu'aux services privés et l'année civile visée à l'alinéa 4 est l'année 2002.

§ 4. Après notifications des contingents territoriaux, des services exerçant des activités dans une même zone d'activité peuvent passer une convention par laquelle l'un prête à l'autre, sur base volontaire et sans contrepartie, un certain nombre d'heures du contingent territorial qui lui est accordé pour l'année civile en cours. Les heures ainsi prêtées ne peuvent ultérieurement être affectées à l'aide à la vie journalière dans une autre zone d'activité.

§ 5. Un service agréé pour exercer ses activités dans plusieurs zones d'activité peut transférer temporairement un maximum de 5 % du nombre d'heures de son contingent territorial duquel proviennent lesdites heures vers l'un de ses autres contingents territoriaux d'une zone d'activité contiguë. Ce montant maximum est de 10 % pour les services dont le transfert est issu de l'un de leurs contingents territoriaux de moins de 25.000 heures.

§ 6. Dans la mesure où les crédits disponibles le permettent parce que certains contingents territoriaux n'ont pas été totalement utilisés, les activités effectuées dans des zones déficitaires par les services au-delà des limites fixées aux § 2 à 5, bénéficient des subventions fixées à l'article 10, éventuellement réduites au marc le franc.

Dans la mesure où les crédits disponibles le permettent parce que, sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, certains contingents n'ont pas été totalement utilisés, les activités effectuées par les services agréés mais non encore subventionnés en application du présent arrêté bénéficient des subventions fixées à l'article 10, éventuellement réduites au marc le franc.

S'il subsiste ensuite un reliquat de crédits disponibles, les activités effectuées par les services au-delà des limites fixées aux § 2 à 5 et aux alinéas précédents bénéficient des subventions fixées à l'article 10, éventuellement réduites au marc le franc.

§ 7. Les activités déployées par les aides familiales employées dans le cadre du programme de transition professionnelle, ainsi que les aides familiales dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand ainsi que dans le cadre du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, ne bénéficient pas des subventions fixées à l'article 10.

§ 8. Quand l'activité réellement effectuée par un service dans une zone d'activité est inférieure durant trois années civiles consécutives à une moyenne de 95 % du contingent territorial attribué, le Ministre fixe le contingent territorial du service à 95 % du contingent territorial accordé antérieurement. Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} janvier 2005. »

Art. 9. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La subvention comporte :

1° pour la période du 1^{er} janvier 2004 au 30 septembre 2004 :

a) un montant forfaitaire de 15,9500 euros par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides familiaux; ce montant est majoré de 0,4269 euro pour les heures prestées par des aides familiaux dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins 8 ans et de moins de 14 ans, et de 1,2775 euro pour les heures prestées par les aides familiaux dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de 14 ans et plus;

b) un montant forfaitaire supplémentaire de 1,8793 euro par prestation accordé à titre d'intervention de frais administratifs;

c) un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,8163 euro accordés à titre d'intervention dans les frais salariaux des responsables de l'encadrement visés à l'article 4, 4°, par heure prestée par les aides familiaux;

d) un montant forfaitaire supplémentaire de 5,5114 euros par heure effectuée les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 18 heures et 20 heures. Le nombre d'heures dites "inconfortables" ne peut dépasser 4 % des contingents territoriaux.

Pour les services organisés par un service public qui applique aux aides familiaux l'échelle D1.1 et D2 prévue par la RGB ou qui n'applique que l'échelle D1.1 mais est soumis à un plan de gestion visé par le plan Tonus, les montants de 0,4269 euro et 1,2775 euro repris au 1^o sont respectivement de 1,9914 euro et 3,3979 euros;

2^o à partir du 1^{er} octobre 2004 :

a) un montant forfaitaire de 16,6483 euros par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides familiaux; ce montant est majoré de 0,4157 euro pour les heures prestées par des aides familiaux dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins 8 ans et de moins de 14 ans, et de 1,3028 euro pour les heures prestées par les aides familiaux dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de 14 ans et plus;

b) un montant forfaitaire supplémentaire de 1,9224 euro par prestation accordé à titre d'intervention de frais administratifs;

c) un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,8326 euro accordés à titre d'intervention dans les frais salariaux des responsables de l'encadrement visés à l'article 4, 4^o, par heure prestée par les aides familiaux;

d) un montant forfaitaire supplémentaire de 5,5114 euros par heure effectuée les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 18 heures et 20 heures. Le nombre d'heures dites "inconfortables" ne peut dépasser 4 % des contingents territoriaux.

Pour les services organisés par un service public qui applique aux aides familiaux l'échelle D1.1 et D2 prévue par la RGB ou qui n'applique que l'échelle D1.1 mais est soumis à un plan de gestion visé par le plan Tonus, les montants de 0,4157 euro et de 1,3028 euro repris au 2^o sont respectivement de 1,9802 euro et 3,4232 euros.

§ 2. Les montants visés au § 1^{er} sont adaptés annuellement en fonction des indexations des salaires dans la fonction publique survenues au cours de l'année.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 105,21 du 1^{er} juillet 2000.

Toutefois, pour la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2004, ces montants, à l'exception de celui visé au § 1^{er}, 1^o, d, et 2^o, d, sont adaptés sur les trois premiers trimestres lorsqu'une indexation intervient durant cette période, ou ils sont adaptés sur le quatrième trimestre lorsqu'une indexation intervient lors du quatrième trimestre.

§ 3. Chaque année, le Ministre des Affaires sociales notifie aux différents services subventionnés les montants des subventions forfaitaires appliqués dans le courant de l'année.

§ 4. Le nombre de prestations à prendre en considération pour le calcul des subventions prévues au § 1^{er}, 1^o, a et c, et 2^o, a et c ne peut dépasser, par aide familial et par année, le nombre d'heures équivalent à un temps plein, compte tenu de la durée hebdomadaire de travail convenue par la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire 318.01 et des dispositions légales relatives aux vacances annuelles et aux jours fériés.

Le nombre d'heures visé au § 1^{er}, 1^o, b, et 2^o, b, est, le cas échéant réduit en proportion du nombre d'heures visé à l'aliéna précédent. »

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 14bis rédigé comme suit :

« Art. 14bis. § 1^{er}. Le service établit un plan de formation des aides familiaux et des gardes à domicile qui s'étend au moins sur deux années. Le plan est soumis pour avis au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale et est transmis à l'administration pour approbation.

L'administration contrôle la qualité de la formation qui est dispensée.

§ 2. L'exercice de la fonction d'encadrement visée à l'article 4, 4^o, est conditionné au fait que la personne qui l'exerce suive une formation permanente.

Le comité d'accompagnement des formations visé au § 3, détermine le contenu du programme de la formation permanente des responsables de l'accompagnement.

§ 3. Le comité d'accompagnement des formations est composé au moins de représentants de l'administration, de quatre représentants des employeurs, de quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs, d'un représentant de l'Association paritaire pour l'Emploi et la Formation, d'un représentant de l'Agence wallonne d'intégration des personnes handicapées, d'un représentant du Conseil wallon du troisième âge. ».

Art. 11. Dans les articles 18bis à 18sexies, les mots "arrêté royal du 5 février 1997" sont remplacés par les mots "arrêté royal du 18 juillet 2002".

Art. 12. Dans l'article 18bis, 2^e alinéa, les mots "aux articles 7, 8, 2^o, 3^o et 4^o" sont remplacés par les mots "aux articles 7, 8, 2^o et 3^o" et les mots "aux articles 4, 3^o, 5^o et 5^o" sont remplacés par les mots "aux articles 4, 3^o à 5^o et 5^o".

Art. 13. Dans l'article 19 du même arrêté, il est inséré, in fine, la disposition suivante :

"Dans tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service, celui-ci doit ajouter la mention "service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé par la Région wallonne" suivie du numéro d'agrément ou, s'il est subventionné, la mention "service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé et subventionné par la Région wallonne" suivie du numéro d'agrément."

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 5bis rédigé comme suit :

« Chapitre 5bis. Des plaintes.

Art. 20bis. § 1^{er}. Toute personne intéressée peut adresser à l'administration une plainte relative au fonctionnement d'un service.

Toute plainte fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

§ 2. L'administration à qui une plainte a été adressée en informe sans délai :

1^o le Ministre;

2^o le responsable du service.

§ 3. L'administration adresse au ministre un rapport sur les informations qu'elle a pu recueillir.

Le responsable du service informe sans délai l'administration des suites réservées à la plainte.

L'administration informe le plaignant et le responsable du service de la suite réservée à la plainte. »

Art. 15. De nouveaux services ne peuvent être agréés en 2004 et 2005 que dans les zones déficitaires au sens de l'article 7bis, § 5, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel qu'inséré par le présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 17. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE I^{re}. — LES ZONES D'ACTIVITES

Zone 01 Mouscron-Tournai - Ath

Antoing, Ath, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chievres, Comines-Warneton, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Fransnes-Lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

Zone 02 La Louvière

Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes le Château, Morlanwelz, Seneffe, Soignies.

Zone 03 Brabant

Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélocine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre.

Zone 04 Huy-Waremme

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrieres, Fexhe-leHhaut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincen, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

Zone 05 Liège

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

Zone 06 Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Zone 07 Mons

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quevy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

Zone 08 Charleroi

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farcennes, Fleurus, Fontaine l'Evêque, Gerpennes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

Zone 09 Namur

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

Zone 10 Dinant

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Zone 11 Philippeville

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

Zone 12 Nord Luxembourg

Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Fauvillers, Gouvy, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Tellin, Tenneville, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Wellin.

Zone 13 Sud Luxembourg

Arlon, Attert, Aubange, Chiny, Etalle, Florenville, Habay, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny, Virton.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE II. — LES CRITERES DE PROGRAMMATION

Pour déterminer, en application de l'article 7bis, § 1^{er}, le nombre maximum d'heures d'aide à la vie quotidienne attribué à une zone d'activités, il est tenu compte des critères pondérés de la manière suivante :

1° la population divisée par tranches d'âge selon les catégories suivantes :

a) personnes ayant moins de 25 ans : 10 % ;

b) personnes ayant de 25 à 75 ans : 5 % ;

c) personnes ayant plus de 75 ans : 50 % ;

2° les caractéristiques socio-économiques suivantes de la population :

a) le revenu moyen par déclarant : 10 % ;

b) le taux de chômage : 15 % ;

3° la densité de la population : 5 % ;

4° l'offre de lits de maison de repos, de maison de repos et de soins et de résidence-services : 5 % .

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 925

[2004/200692]

29 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van Saintate, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat bijkomende middelen voorzien werden op de begroting van het Waalse Gewest om in te spelen op de steeds talrijker wordende verzoeken om begeleiding ingediend door personen die het bewijs leveren van een verlies aan lichamelijke, mentale of sociale autonomie, waardoor ze niet het hoofd kunnen bieden aan de problemen die ze in hun dagelijkse leven thuis tegenkomen; dat het voor het welzijn van die personen geboden is, enerzijds, zo spoedig mogelijk bijkomende middelen toe te kennen aan de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en, anderzijds, te voorzien in een programmatie op het grondgebied van het Franse taalgebied van het Waalse Gewest met het oog op een juiste verdeling van de subsidies om te voldoen aan de noden van de inwoners van de minst bediende activiteitenzones; dat het met het oog op een beter dienstenaanbod ook geboden is zo spoedig mogelijk te voorzien in meer maatschappelijke assistenten om de gezinshelpsters en thuisoppassers in hun werk bij te staan en dat de erkenning van het beroep thuisoppas een feit wordt;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° diensten : de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die één of meer van de volgende activiteiten uitoefenen :

a) hulpverlening in het dagelijkse leven, om met de gerechtigde handelingen van het dagelijkse leven uit te voeren zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot goedkeuring van het statuut van gezinshelpster zodat hij kan blijven deelnemen aan het maatschappelijke leven;

b) thuisoppas : met het oog op de optimalisering van het mentaal, lichamelijk en maatschappelijk welzijn van de gerechtigde die om gezondheidsredenen behoefte heeft aan meer thuishulp;

2° activiteitszone : de in bijlage I vermelde geografische zone waar de diensten actief zijn;

3° Minister : de Minister van Sociale Actie;

4° administratie : de bevoegde diensten van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid. »

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit :

1° in punt 1° worden de woorden "gezinshelpsters of bejaardenhelpsters" vervangen door de woorden "gezinshelpers of bejaardenhelpers of thuisoppassers";

2° in punt 2° worden tussen de woorden "bejaardenhelpsters en tewerkstellen" de woorden "of drie thuisoppassers" ingevoegd;

3° in punt 4° :

a) worden de woorden "7,5 helpsters" vervangen door de woorden "6,5 helpers of thuisoppassers";

b) worden de woorden "helpsters zoals bedoeld in 2° van dit besluit" vervangen door de woorden "helpers en thuisoppassers zoals bedoeld in 2° van dit besluit";

c) worden de woorden "gezins- en bejaardenhelpsters" vervangen door de woorden "gezinshelpers, bejaardenhelpers of thuisoppassers";

d) worden de woorden "tien helpsters en minder" vervangen door "10 helpers of thuisoppassers en minder";

4° in punt 5° worden de woorden "gezins- en bejaardenhelpsters" vervangen door de woorden "gezinshelpers, bejaardenhelpers en thuisoppassers".

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5bis. § 1. De opdracht van de thuisoppasser bestaat in het begeleiden van de gerechtigde die permanent iemand nodig heeft en die om gezondheidsredenen thuis moet blijven zonder zich te kunnen verplaatsen.

De thuisoppasser zorgt voornamelijk voor een actieve aanwezigheid, dag en nacht en bovenop de entourage van de gerechtigde, en voor de optimalisering van zijn mentaal, lichamelijk en maatschappelijk welzijn.

De oppasser wordt ingezet om :

1° de gerechtigde zo veel mogelijk veiligheid en hygiëne te waarborgen;

2° ervoor te zorgen dat de medicijnen overeenkomstig de geneeskundige voorschriften genomen worden;

3° de gerechtigde en diens gezin morele steun te verlenen via relationele kwaliteitsuitwisselingen;

4° de gerechtigde zijn tijd op kwalitatieve wijze te helpen beheren;

5° de maaltijden van de gerechtigde te bereiden en te geven;

6° zich in een interdisciplinaire arbeid te integreren en om zich te richten tot de dienstverantwoordelijke of tot de begeleidingsverantwoordelijke bedoeld in artikel 4, 4°, voor alle handelingen waarvoor hij niet bevoegd is.

§ 2. Om zijn functie uit te oefenen beschikt de thuisoppasser over een diploma of een getuigschrift dat hem toelaat de functie van gezinshelper uit te oefenen en levert hij het bewijs van een aanvullende opleiding waarvan de minimale inhoud door de Minister bepaald wordt. De thuisoppasser beschikt over een getuigschrift van goed zedelijk gedrag vrij van veroordelingen tot criminele of correctionele straffen die onverenigbaar zijn met de functie.

Bij wijze van overgangsmaatregel beschikken de thuisoppassers over een termijn van één jaar, te rekenen van de datum van hun indienstneming, om het getuigschrift te verkrijgen waaruit blijkt dat ze de aanvullende opleiding met succes gevolgd hebben.

De houders van een kwalificerende thuisoppasopleiding gesubsidieerd door het Europees Sociaal Fonds of in het kader van het project Now of de thuisoppassers in dienst genomen vóór 1 januari 2004 moeten bij wijze van overgangsmaatregel :

1° ingeschreven zijn als regelmatige leerling en regelmatig een opleiding tot polyvalente helper volgen die georganiseerd wordt door een inrichting van het onderwijs voor sociale promotie;

2° het eerste jaar opleiding tot polyvalente helper met succes volgen binnen de twee jaar na hun indienstneming;

3° de hele opleiding tot polyvalente helper met succes volgen binnen de vier jaar na hun indienstneming.

Als één van die voorwaarden niet meer vervuld is, mag de thuisoppasser de functie van thuisoppas niet meer uitoefenen, ongeacht de werkgever, tenzij hij beschikt over één van de vereiste kwalificaties die toegang verlenen tot de functie. »

Art. 5. In artikel 7, vijfde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "en 4°" geschrapt.

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk *3bis*, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *3bis*. Programmatie van de hulpverlening in het dagelijkse leven

Art. *7bis* § 1. Er wordt een programmatie van het maximumaantal gesubsidieerde uren hulpverlening in het dagelijkse leven per activiteitenzone vastgelegd.

§ 2. Voor de jaren 2004 en 2005 wordt de programmatie volgens de in bijlage II bepaalde regels op basis van de onderstaande criteria vastgelegd :

1° de bevolking ingedeeld per leeftijdstranche in de volgende categorieën :

- a) personen jonger dan 25 jaar;
- b) personen tussen 25 en 75 jaar;
- c) personen ouder dan 75 jaar;

2° de volgende sociaal-economische kenmerken van de bevolking :

- a) het gemiddelde inkomen per aangever;
- b) het werkloosheidspercentage;

3° de bevolkingsdichtheid;

4° het beddenaanbod per rusthuis, per rust- en verzorgingstehuis en per serviceflat.

§ 3. Vanaf 1 januari 2006 wordt de programmatie vastgelegd volgens criteria en volgens een weging bepaald door de Regering na evaluatie van de programmatie bedoeld in § 2.

§ 4. Voor de jaren 2004 en 2005 zijn de gesubsidieerde uren bedoeld in § 1 de contingenten uren gesubsidieerd in het kader van dit besluit, alsmede de uren gepresteerd door de gezinshelpers in dienst genomen in het kader van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

§ 5. Een activiteitenzone is deficitair als ze in 2002 toelagen genoten heeft voor een aantal uren, zoals bedoeld in artikel *7bis*, § 4, dat kleiner is dan het aantal uren waarin de programmatie voorziet. »

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde besluit :

1° wordt punt 4° vervangen als volgt : "voldoen aan de voorwaarde gesteld in artikel 4, 2°, wat betreft de prestaties inzake hulpverlening in het dagelijkse leven";

2° worden in het tweede lid de woorden "van de in 3° en 4° van dit artikel bedoelde beperkingen" vervangen door de woorden "van de in 3° van dit artikel bedoelde beperking";

3° wordt in fine een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Op basis van artikel 10 mogen hoogstens 600 uren per semester en per gerechtigde gesubsidieerd worden. »;

4° in punt 3° wordt het woord "verstrekkingen" vervangen door de woorden "prestaties inzake hulpverlening in het dagelijkse leven".

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt artikel 9 vervangen als volgt :

« Art. 9. § 1. De toelagen worden toegekend met inachtneming van de beschikbare kredieten.

§ 2. Voor de toekenning van de toelagen bedoeld in artikel 10, verleent de Minister, onverminderd § 3, per dienst jaarlijks een maximumaantal gesubsidieerde activiteiten uren inzake hulpverlening in het dagelijkse leven, ook "dienstcontingent" genoemd.

Niettegenstaande artikel *7bis*, geniet de dienst in 2004 en 2005 hetzelfde dienstcontingent als in 2002, onder voorbehoud van de toepassing van § 8.

Het dienstcontingent wordt verdeeld volgens de activiteitenzone waar de dienst actief is. Het gedeelte van het dienstcontingent bestemd voor een activiteitenzone wordt "territoriaal contingent" genoemd".

Voor de berekening van de territoriale contingenten die in 2004 aan de dienst toegekend worden, wordt het in 2002 toegekende dienstcontingent verdeeld naar evenredigheid van de activiteit die werkelijk uitgeoefend wordt in de zones waarin bedoelde dienst een activiteit heeft uitgeoefend in 2001 en 2002.

§ 3. Vanaf 1 januari 2004 worden de bijkomende uren die beschikbaar zijn in vergelijking met het aantal uren toegekend in 2002 uitsluitend voor de activiteitenzones bestemd volgens de programmatie bedoeld in artikel *7bis*.

Elke deficitaire activiteitenzone geniet volgens de programmatie een aantal uren bijkomend contingent dat evenredig is met het urentekort.

De dienst die een activiteit uitoefent in een deficitaire activiteitenzone, geniet een bijkomend aantal uren inzake territoriaal contingent.

Het aantal bijkomende uren inzake territoriaal contingent toegekend aan een dienst voor een gegeven jaar is het resultaat van de formule $(a : b \times c \times 0,8) + (a : d \times e \times 0,2)$, waarbij :

- a = het aantal bijkomende uren inzake territoriale contingenten toegekend door de Minister aan de activiteitenzone;

- b = het aantal uren inzake territoriale contingenten dat het vorige kalenderjaar is toegekend aan de diensten die een activiteit uitoefenen in betrokken activiteitenzone;

- c = het aantal uren inzake territoriaal contingent dat het vorige kalenderjaar is toegekend aan betrokken dienst;

- d = de som van de totalen van de bevolking van de gemeenten waar de diensten uren presteren;

- e = het totaal van de bevolking van de gemeenten waar de dienst uren presteert.

Een dienst mag afzien van een bijkomend aantal uren inzake territoriaal contingent. In dat geval wordt het territoriaal contingent van de dienst afgehouden van de factor *b* hierboven.

Voor 2004 worden de bijkomende territoriale contingenten slechts aan privé-diensten toegekend en is het kalenderjaar bedoeld in het vierde lid het jaar 2002.

§ 4. Na kennisgeving van de territoriale contingenten kunnen diensten die activiteiten uitoefenen in dezelfde activiteitenzone een overeenkomst sluiten op grond waarvan een dienst op vrijwillige basis en zonder compensatie aan een andere dienst een aantal uren inzake territoriaal contingent leent dat hem voor het lopende kalenderjaar toegekend wordt. De aldus geleende uren mogen later niet bestemd worden voor hulpverlening in het dagelijkse leven in een andere activiteitenzone.

§ 5. Een dienst die erkend is om zijn activiteiten in verschillende activiteitenzones uit te oefenen mag tijdelijk maximum 5 % van het aantal uren van zijn territoriaal contingent waaruit bedoelde uren voortkomen naar één van zijn andere territoriale contingenten van een aangrenzende activiteitenzone overdragen. Dat maximumaantal bedraagt 10 % voor de diensten waarvan de overdracht voortkomt uit één van de territoriale contingenten met minder dan 25 000 uren.

§ 6. Voorzover de beschikbare kredieten het toelaten omdat bepaalde contingenten, onverminderd het eerste lid, niet helemaal gebruikt werden, genieten de activiteiten verricht door erkende diensten die evenwel nog niet gesubsidieerd worden overeenkomstig dit besluit, de toelagen bedoeld in artikel 10, eventueel naar evenredigheid verminderd.

§ 7. De toelagen bedoeld in artikel 10 worden niet toegekend voor de activiteiten verricht door gezinshelpers tewerkgesteld in het kader van het programma voor beroepsovergang, alsmede door gezinshelpers van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen toegepast krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, alsmede krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

§ 8. Als de activiteit die een dienst daadwerkelijk verricht in een activiteitenzone, gedurende drie achtereenvolgende kalenderjaren kleiner is dan een gemiddelde van 95 % van het toegekende territoriale contingent, legt de Minister het territoriale contingent van de dienst vast op 95 % van het voorheen toegekende territoriale contingent. Die bepaling is toepasselijk vanaf 1 januari 2005. »

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De toelage bestaat :

1° voor de periode van 1 januari 2004 tot 30 september 2004 :

a) uit een forfaitair bedrag van 15,9500 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonlasten van de gezinshelpers; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4269 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, minstens 8 en minder dan 14 jaar bedraagt, en met 1,2775 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, 14 jaar en meer bedraagt;

b) een bijkomend forfaitair bedrag van 1,8793 euro per prestatie toegekend als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

c) een bijkomend forfaitair bedrag vastgelegd op 0,8163 euro toegekend per uur gepresteerd door de gezinshelpers als tegemoetkoming in de loonkosten van de in artikel 4, 4°, bedoelde begeleidingsverantwoordelijken;

d) een bijkomend forfaitair bedrag van 5,5114 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, zondagen, feestdagen en tussen 18 en 20 uur. Het aantal zogezegde "ongemakkelijke" uren mag niet hoger zijn dan 4 % van de territoriale contingenten.

Voor de diensten georganiseerd door een openbare dienst die op de gezinshelpers de bij het RGB vastgelegde schaal D1.1 en D2 toepast of enkel de schaal D1.1 maar die onderworpen is aan een beheersplan dat onder het Tonus-plan valt, worden de bedragen 0,4269 euro en 1,2775 euro bedoeld in :

1° respectievelijk 1,9914 euro en 3,3979 euro;

2° vanaf 1 oktober 2004 :

a) een forfaitair bedrag van 16,6483 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonlasten van de gezinshelpers; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4157 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, minstens 8 en minder dan 14 jaar bedraagt, en met 1,3028 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, 14 jaar en meer bedraagt;

b) een bijkomend forfaitair bedrag van 1,9224 euro per prestatie toegekend als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

c) een bijkomend forfaitair bedrag vastgelegd op 0,8326 euro toegekend per uur gepresteerd door de gezinshelpers als tegemoetkoming in de loonkosten van de in artikel 4, 4°, bedoelde begeleidingsverantwoordelijken;

d) een bijkomend forfaitair bedrag van 5,5114 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, zondagen, feestdagen en tussen 18 en 20 uur. Het aantal zagezegde "ongemakkelijke" uren mag niet hoger zijn dan 4 % van de territoriale contingenten.

Voor de diensten georganiseerd door een openbare dienst die op de gezinshelpers de bij het RGB vastgelegde schaal D1.1 en D2 toepast of enkel de schaal D1.1 maar die onderworpen is aan een beheersplan dat onder het Tonus-plan valt, worden de bedragen 0,4157 euro en 1,3028 euro bedoeld in 2° respectievelijk 1,9802 euro en 3,4232 euro.

§ 2. De bedragen bedoeld in § 1 worden jaarlijks aangepast op grond van de loonindexeringen die zich in de loop van het jaar in het openbaar ambt voordoen.

Ze worden gekoppeld aan de basisindex 105,21 van 1 juli 2000.

Voor de periode van 1 januari 2001 tot 31 december 2004 worden die bedragen, behalve het bedrag bedoeld in § 1, 1°, d, en 2°, d, over de eerste drie kwartalen aangepast als een indexering zich in die periode voordoet, of over het vierde kwartaal als een indexering zich tijdens dat kwartaal voordoet.

§ 3. De Minister van Sociale Actie geeft de verschillende gesubsidieerde diensten jaarlijks kennis van de bedragen van de forfaitaire toelagen die in de loop van het jaar toegepast worden.

§ 4. Het aantal prestaties dat in aanmerking genomen moet worden bij de berekening van de toelagen bedoeld in § 1, 1°, a en c, en in 2°, a en c, mag per gezinshelper en per jaar niet hoger zijn dan het aantal uren overeenstemmend met een voltijdse betrekking, rekening houdende met de wekelijkse arbeidsduur vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten binnen de paritaire commissie 318.01 en met de wetsbepalingen betreffende het jaarlijks verlof en de feestdagen.

Het aantal uren bedoeld in § 1, 1°, b, en in 2°, b, wordt in voorkomend geval verminderd naar evenredigheid met het aantal uren bedoeld in het vorige lid. »

Art. 10. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 14*bis*, luidend als volgt :

« Art. 14*bis*. § 1. De dienst stelt een opleidingsprogramma voor gezinshelpers en thuisoppassers op dat minstens twee jaar loopt. Het plan wordt voor advies aan de bedrijfsraad voorgelegd of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging en ter goedkeuring aan de administratie overgemaakt.

De administratie controleert de kwaliteit van de gegeven opleiding.

§ 2. De persoon die de in artikel 4, 4°, bedoelde begeleidingsfunctie uitoefent, moet een permanente opleiding volgen.

Het begeleidingscomité voor de opleidingen bedoeld in § 3 bepaalt de inhoud van het programma van de permanente opleiding van de begeleidingsverantwoordelijken.

§ 3. Het begeleidingscomité voor de opleidingen bestaat hoe dan ook uit vertegenwoordigers van de administratie, uit vier vertegenwoordigers van de werkgevers, uit vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, uit één vertegenwoordiger van de "Association paritaire pour l'Emploi et la Formation" (Paritaire Vereniging voor Tewerkstelling en Vorming), uit één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne d'Intégration des Personnes handicapées" (Waaals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), uit één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne du troisième âge" (Waaals agentschap voor de derde leeftijd). »

Art. 11. In de artikelen 18*bis* tot 18*sexies* worden de woorden "koninklijk besluit van 5 februari 1997" vervangen door de woorden "koninklijk besluit van 18 juli 2002".

Art. 12. In artikel 18*bis*, tweede lid, worden de woorden "in de artikelen 7, 8, 2°, 3° en 4°" vervangen door de woorden "in de artikelen 7, 8, 2° en 3°" en worden de woorden "in de artikelen 4, 3°, 5° en 5" vervangen door de woorden "in de artikelen 4, 3° tot 5°, en 5".

Art. 13. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt in fine de volgende bepaling ingevoegd :

« Alle akten en andere stukken, bekendmakingen en aanplakkingen die van de dienst uitgaan worden aangevuld met de melding "Service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé par la Région wallonne", gevolgd door het erkenningsnummer of, als hij gesubsidieerd wordt, met de melding "Service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé et subventionné par la Région wallonne", gevolgd door het erkenningsnummer. »

Art. 14. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk *5bis*, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *5bis*. Klachten.

Art. *20bis*. § 1. Elke belanghebbende kan bij de administratie klacht indienen i.v.m. de werking van een dienst.

Voor elke klacht wordt binnen acht dagen een bericht van ontvangst toegezonden.

§ 2. De administratie waar een klacht wordt ingediend, verwittigt zo spoedig mogelijk :

1° de Minister;

2° de dienstverantwoordelijke.

§ 3. De administratie bezorgt de Minister een verslag met de gegevens die ze heeft kunnen inwinnen.

De dienstverantwoordelijke geeft de administratie zo spoedig mogelijk kennis van de gevolgen die aan de klacht worden gegeven. »

Art. 15. In 2004 en 2005 kunnen nieuwe diensten slechts erkend worden in de deficitaire zones bedoeld in artikel *7bis*, § 5, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten, zoals ingevoegd bij dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 6. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE I. — ACTIVITEITENZONES

Zone 01 Moeskroen-Doornik-Aat

Antoing, Aat, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chievres, Komen-Waasten, Ellezelles, Estaimpuis, Vloesberg, Fransnes-lez-Anvaing, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Moeskroen, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Doornik.

Zone 02 La Louvière

Binche, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Edingen, Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Zinnik.

Zone 03 Brabant

Beauvechain, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélocine, Incourt, Itter, Geldenaken, Terhulpen, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwijs, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubeke, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Waver.

Zone 04 Hoei-Borgworm

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrieres, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannuit, Héron, Hoei, Lincint, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Borgworm, Wasseiges.

Zone 05 Luik

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

Zone 06 Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Saintoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Zone 07 Bergen

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Bergen, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

Zone 08 Charleroi

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

Zone 09 Namen

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Fosses-la-Ville, Gembloers, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

Zone 10 Dinant

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhayé, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Zone 11 Philippeville

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

Zone 12 Noord-Luxemburg

Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Fauvillers, Gouvy, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Tellin, Tenneville, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Wellin.

Zone 13 Zuid-Luxemburg

Aarlen, Attert, Aubange, Chiny, Etalle, Florenville, Habay, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny, Virton.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE II. — PROGRAMMATIECRITERIA

Het maximaal aantal uren hulpverlening in het dagelijks leven dat aan een activiteitzone toegekend wordt, wordt overeenkomstig artikel 7bis, § 1, bepaald op grond van criteria die gewogen worden als volgt :

1° de bevolking ingedeeld per leeftijdstranche in de volgende categorieën :

- a) personen jonger dan 25 jaar : 10 % ;
- b) personen tussen 25 en 75 jaar : 5 % ;
- c) personen ouder dan 75 jaar : 50 % ;

2° de volgende sociaal-economische kenmerken van de bevolking :

- a) het gemiddelde inkomen per aangever : 10 % ;
- b) het werkloosheidspercentage : 15 % ;

3° de bevolkingsdichtheid : 5 % ;

4° het beddenaanbod per rusthuis, per rust- en verzorgingstehuis en per serviceflat : 5 % .

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE